

COMMUNE D'ETEVAUX

ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative à l'élaboration de la carte communale de la commune
(Application du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement)

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Du samedi 4 mars au lundi 4 mai 2009

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

	Pages
I - OBJET DE LA DEMANDE	2
1. Présentation de la commune	3
2. Présentation du projet	4
3. Objet de l'enquête	6
4. Principales références réglementaires	6
5. Composition du dossier	6
II – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE	6
1. Désignation du commissaire enquêteur	6
2. Préparation de l'enquête et visite des lieux	7
3. Décision de procéder à l'enquête	7
4. Mesures de publicité	7
5. Modalités de consultation du public	7
6. Clôture de l'enquête	8
7. Transmission du dossier	8
III – NATURE ET ANALYSE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES	8
1. Rappel du projet, objet de la présente enquête	8
2. Observations du public	9

DEUXIEME PARTIE

CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	12
---	----

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

I – OBJET DE LA DEMANDE

1 – Présentation de la commune d'Etevaux

La commune d'Etevaux est située à une vingtaine de kilomètres à l'Est de l'agglomération dijonnaise. Elle appartient au canton de Pontailier sur Saône et à l'arrondissement de Dijon.

Sa situation géographique la place dans la zone d'attractivité de la capitale régionale.

Etevaux est un village de la plaine de la Saône caractérisé par sa topographie très plane, l'altitude ne varie que de 186 mètres pour son point le plus bas à 228 mètres pour le plus haut. La superficie du territoire communal est de 867 hectares.

Les zones actuellement urbanisées sont desservies essentiellement par un réseau d'assainissement de type collectif. Une station d'épuration type lagunage permet de traiter les eaux usées. La capacité de cette station est de 300 équivalents-habitants (E/H). Le maire de la commune m'a déclaré que des études récentes (DDE) ont montré une utilisation à 55% de la capacité de la station.

1.1 Réseau routier et desserte.

Le CD 961 traverse la commune d'Ouest en Est de Dijon à Pontailier sur Saône. Le CD 25 permet de relier la commune à Genlis, chef lieu du canton voisin. Ces axes routiers sont suffisants actuellement pour supporter le trafic.

Une société de transport en commun (Transco) assure 2 fois par jour la desserte du village Dijon-Etevaux.

Etevaux est à moins de 20 kilomètres de péages autoroutiers :

- Autoroute A 39 : Dijon-Besancon
- Autoroute A 31 : Lyon-Nancy ou Lille

1.2 Hydrologie.

Un cours d'eau, l'Albane, traverse le village ; il est un affluent de la Bèze, elle-même affluent de la Saône.

1.3 Démographie.

Comme les autres communes du canton, Etevaux a bénéficié de la dynamique démographique du Grand Dijon. De 165 habitants en 1970 la population est passée à 259 en 1999 pour atteindre 288 (recensement de 2004). Elle est sensiblement la même à ce jour.

L'équipe municipale souhaite atteindre un objectif de croissance démographique maîtrisée sur une quinzaine d'années. Sa réalisation devrait permettre de conserver une population « jeune », garantie de vitalité du village.

1.4 Activité économique.

Etevaux est un territoire de tradition agricole. On compte, aujourd'hui, 7 exploitations qui occupent une surface de 465 ha (un peu plus de la moitié du territoire communal). Cultures céréalières et élevage sont les 2 activités à signaler. Des bois communaux et privés enrichissent l'activité économique de ce domaine.

6 entreprises artisanales sont également installées dans le village, et génèrent une cinquantaine d'emplois.

1.5 Scolarisation.

Pour attirer ou conserver une population jeune, il est incontournable de proposer aux ménages des écoles de proximité. Faute d'atteindre cet objectif, la scolarisation se ferait dans des établissements scolaires de Dijon.

Une classe (CP) fonctionne dans l'école d'Etevaux. Les villages de Tellecey, Cirey les Pontailier et Binges, communes proches d'Etevaux, accueillent maternelle et classes élémentaires (CE1 à CM2). Un ramassage scolaire permet aux élèves de rejoindre leur école. Un projet de construction d'une école pour regrouper sur un même site ces classes est à l'étude.

La scolarisation se poursuit à Pontailier sur Saône pour le collège et à Auxonne pour le lycée.

1.6 L'attractivité de l'agglomération dijonnaise.

Etevaux, un village dortoir ? Il faut constater que les activités économiques (agriculture, exploitation de la forêt, artisanat) ne mobilisent que peu de main d'œuvre. La population active va chercher du travail essentiellement dans l'agglomération dijonnaise, pôle d'emploi particulièrement important et en voie de développement.

Cet attrait pour la capitale régionale est renforcé par la proximité de la commune (20 kilomètres) desservie par un réseau routier de qualité : une partie du trajet en 2X2 voies, qui sera probablement amélioré dans les temps à venir par la création du contournement d'Arc sur Tille et le doublement du CD 961.

A souligner que le secteur Est de Dijon va, certainement, voir ses offres d'emplois augmenter avec le regroupement des hôpitaux de Dijon au Bocage, quartier de Montmuzart, la création d'un pôle hospitalier privé Route de Langres (Parc Valmy, proche de la contournante de Dijon) et le développement probable des zones industrielles et commerciales existantes du Nord et de l'Est de l'agglomération.

2 – Présentation du projet

La proximité de l'agglomération dijonnaise est certainement un atout pour la commune d'Etevaux, mais elle pourrait être aussi un désavantage s'il n'était pas pris garde de développer raisonnablement les offres d'habitation.

C'est dans ce sens que le conseil municipal d'Etevaux a choisi de mettre en place une réelle politique de l'habitat en proposant aux futurs habitants une offre qualitative de logements au lieu d'une offre quantitative.

Les élus ont travaillé sur une période allant jusqu'en 2025.

Le projet tient compte des facteurs socio-économiques suivants :

- maintien de l'activité agricole. Il ne s'agit pas de remplacer les champs de blé par des immeubles ou des zones pavillonnaires,
- prise en compte des équipements et des services capables d'absorber une population nouvelle (station d'épuration des eaux usées limitée à 300 E/H, pas de bureau de poste, locaux scolaires en nombre insuffisant ...),
- conservation des zones boisées,
- et plus globalement, maintien du cadre de vie alliant petit patrimoine foncier et paysage de qualité. Etevaux est un village où il fait bon vivre, ces paroles ont été souvent entendues au cours de l'enquête. Il y a une réelle volonté des habitants de conserver cet équilibre tout en reconnaissant la nécessité d'ouvrir à la construction des parcelles ; ne serait-ce que pour permettre aux enfants du village de revenir habiter à proximité des parents.

Pour répondre à toutes ces attentes de la population, le projet qui est soumis à l'enquête, se doit d'atteindre les objectifs suivants :

- o favoriser un dynamisme démographique pour animer la commune : le projet porte sur une cinquantaine de constructions à l'horizon 2025 dont la réalisation devra être échelonnée dans le temps. Cette pratique verra l'apport d'une population d'une centaine d'habitants avec pour effet de garantir la pyramide des âges. Il faudra offrir des logements en location pour favoriser l'arrivée de jeunes couples. Le projet envisage la construction de petits locatifs.
- o proposer un équilibre de constructions nouvelles entre les différentes parties du village : pas de quartiers neufs genre zone pavillonnaires denses.
- o préserver le potentiel agricole de la commune pour maintenir également l'équilibre du paysage entre espaces boisés et le village proprement dit.

Ce projet doit, également, tenir compte des incidences sur l'environnement :

- l'approvisionnement en eau potable. Aujourd'hui l'alimentation en eau est satisfaisante, qu'en serait-il si tous les villages du secteur allaient vers une urbanisation excessive ?
- le traitement des eaux usées : il a déjà été dit que la station d'épuration par lagunage était d'une capacité suffisante pour recevoir les effluents de la population actuelle, avec une marge de sécurité.
- le réseau routier : suffisant pour desservir les habitations actuelles et celles envisagées.

En proposant un développement raisonnable, les élus d'Etevaux s'engagent, ainsi, à ne pas endetter la commune pour de très nombreuses années en réalisant des travaux d'infrastructures que l'on sait toujours coûteux.

Enfin, le projet respecte les servitudes d'utilité publique : alignement, lignes électriques, transmissions radioélectriques, téléphonie, servitudes aéronautiques. Il prend en compte les prescriptions nationales : loi sur l'air, loi sur l'eau, plan d'exposition au plomb. La DRAC a également été consultée (rappel de l'article R111-3-2 du code de l'urbanisme relatif à la conservation de vestiges archéologiques).

3 – Objet de l'enquête.

Il s'agit pour le public :

- de prendre connaissance du projet d'élaboration de la carte communale d'Etevaux,
- de présenter ses appréciations, suggestions et contre-propositions.

Ce document d'urbanisme engagera la commune pour de nombreuses années à venir en faisant référence aux Codes de l'Urbanisme, de l'Environnement, de l'Expropriation, et Rural.

4 – Références réglementaires.

- Code de l'Urbanisme : articles L. 121 et suivants, articles R. 121-1 à R. 121-13 et R. 124-1 à R. 124-8,
- Code de l'Environnement : articles L. 123-1 à L. 123-16 et R.123-1 et suivants,
- Code de l'Expropriation : article L.11-4,
- Code Rural : article L. 112-1.

5 – Composition du dossier.

Le dossier remis au commissaire enquêteur et mis à la disposition du public a été élaboré par le cabinet Pyramide Consultant, 129, rue de la Ganzau – 67100 Strasbourg. Il comprend :

- un rapport de présentation,
- des documents graphiques et des plans à échelles différentes,
- un document relatif aux servitudes d'utilité publique.

Je dois mentionner plusieurs observations sur le fond et la forme des documents remis :

- une erreur importante portant sur les périmètres sanitaires (pages 24 et 67) : depuis avril 2008, Madame Wachowiak a cessé son activité professionnelle d'élevage de poules pondeuses. Le périmètre sanitaire n'a plus lieu d'être.
- les plans remis au début de l'enquête étaient trop petits pour en permettre une lecture aisée par le public et le commissaire enquêteur. Des plans à échelle plus grande me sont parvenus à mi-enquête.
- Autre remarque, le choix des couleurs utilisées sur les plans n'en permettaient pas la lecture facile.

II – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1 – Désignation du commissaire enquêteur

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Dijon a, le 2 mars 2009 (décision N° E09000061/21), désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Jean-François PIOCHE
Demeurant : 47, rue Henri Laurain à 21000 DIJON.

2 – Préparation de l'enquête et visite des lieux

- Le 11 mars 2009, je me suis rendu sur le territoire de la commune d'Etevaux où j'ai rencontré Monsieur Guy Brunie, Maire, qui m'a présenté le projet et remis les documents nécessaires à l'enquête. Il était accompagné de son 1^{er} adjoint.
- Le 30 mars, accompagné par Monsieur le Maire, j'ai effectué une visite de la commune et en particulier des sites objets de l'enquête.
- Le 3 avril, je me suis rendu à la DDE à Dijon pour rencontrer Monsieur Rouyer, chargé par son administration de suivre le dossier d'élaboration de la carte communale d'Etevaux.

J'ai coté et paraphé le registre d'enquête mis à la disposition du public.

3 – Décision de procéder à l'enquête

Le conseil municipal d'Etevaux en sa séance du 13 février 2009 a décidé, à l'unanimité, de lancer la procédure de mise en enquête publique de l'élaboration de la carte communale, les travaux de préparation ayant été réalisés par le cabinet Pyramide Consultant. (copie de la délibération m'a été remise).

Dès la désignation du commissaire enquêteur, Monsieur le Maire d'Etevaux a pris l'arrêté prescrivant l'enquête publique et les modalités de son déroulement. J'en ai reçu copie.

4 – Mesures de publicité

L'avis d'ouverture de l'enquête publique a été annoncé dans la presse comme suit :

- Le quotidien Le Bien Public : les 17 mars et 7 avril 2009
- Le Journal du Palais : N° 4124 (16 au 22 mars 2009) et N° 4127 (du 6 au 12 avril 2009),

Monsieur le Maire d'Etevaux a fait procéder à l'affichage de l'arrêté relatif à l'enquête publique sur les panneaux réglementaires. (certificat d'affichage m'a été remis). Chaque permanence du commissaire enquêteur était rappelée par une affichette placée sur la porte d'accès à la mairie.

5 – Modalités de consultation du public

Le dossier et le registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public en mairie d'Etevaux pendant les heures d'ouverture du secrétariat de mairie : les lundis de 14h00 à 17h30 et les mercredis de 9h00 à 11h30.

Je me suis tenu à la disposition du public en mairie d'Etevaux :

- le samedi 4 avril 2009 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 10 avril 2009 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 17 avril 2009 de 14h00 à 17h00
- le lundi 4 mai 2009 de 14h00 à 17h00

Le public avait la possibilité d'adresser des courriers au commissaire enquêteur au siège du lieu de consultation du dossier.

Au cours des permanences, j'ai reçu une quarantaine de personnes venues consulter le dossier. Seules 10 ont porté des mentions sur le registre. 8 courriers m'ont été remis. Ils sont joints au registre d'enquête.

6 – Clôture de l'enquête

Le 4 mai 2009, à la fin de ma dernière permanence, l'enquête est terminée. Monsieur Guy Brunie, Maire d'Etevaux a clôturé le registre et me l'a aussitôt remis.

7 – Transmission du dossier

Le 3 juin 2009, je remettrai à Monsieur le Maire de la commune d'Etevaux :

- le registre d'enquête
- les courriers reçus
- le dossier d'étude du projet
- le présent rapport, mes conclusions et mon avis

Je transmettrai à Monsieur le Préfet de la Côte d'or et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Dijon un exemplaire de mon rapport, mes conclusions et mon avis.

III – NATURE ET ANALYSE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

1 – Rappel du projet, objet de la présente enquête.

La commune d'Etevaux se doit de disposer d'un document d'urbanisme qui va l'engager pour les années à venir. Elle a choisi la voie de la carte communale.

Ce projet, initié depuis plusieurs années, a pour ambition :

- de développer l'offre d'habitats dans cette petite commune (288 habitants au recensement de 2004), permettant l'arrivée de nouvelles familles avec objectifs de rééquilibrer la pyramide des âges et de créer une symbiose inter-générationnelle,
- de maîtriser cette offre face à une demande importante due à la proximité du Grand Dijon et face à la pression d'une population souhaitant habiter à la campagne tout en travaillant à la ville (volonté d'éviter une cité dortoir),
- de maintenir une tradition agricole bien ancrée dans ce village (plus de 50% des terres sont consacrés à la culture et l'élevage,
- de conserver un cadre de vie agréable : village de plaine, existence de forêts sur le territoire de la commune.

Le projet porte sur la construction échelonnée de 50 logements, dont éventuellement quelques petits collectifs, et ce, jusqu'en 2025. A terme, la commune pourrait voir sa population augmenter d'une centaine de personnes.

2 – Observations du public.

Avant de relater ce qui a été porté à ma connaissance, ce qui a été consigné par écrit, je voudrais faire 3 remarques liminaires :

- a) Précédemment, une autre équipe municipale avait déterminé un périmètre assez vaste où de nombreuses constructions auraient été pu être réalisées. L'étude en cours réduit très fortement ce projet qui est resté ancré dans les esprits. Les opportunités de constructions à cette époque n'avaient pas été exploitées. Le projet actuel s'est dessiné autour de la volonté du conseil municipal et des recommandations faites par la DDAF (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt) et de la DDE (Direction Départementale de l'équipement) tendant à maîtriser l'expansion du village.
- b) Des textes limitent des périmètres sanitaires autour des bâtiments agricoles : 100 mètres pour ceux abritant du bétail, 50 mètres pour les hangars à matériels. Les personnes consultant le dossier se sont interrogées sur les conditions de construction d'un hangar implanté sur la parcelle 37 b, « derrière les jardins ». Mes recherches dans les archives de la mairie sont restées vaines pour retrouver l'éventuel permis de construire. Par contre, j'ai constaté qu'une extension avait été autorisée (par permis de construire) en 1973.
- c) Un hangar destiné au stockage de matériels agricoles a été construit en partie Nord de la parcelle 40 a, « derrière les jardins » (permis de construire N° 2125607H0003 du 29 novembre 2007). En respectant les distances réglementaires, la présence de ce hangar (vide de tout matériel à ce jour), réduit les possibilités de construction dans le périmètre défini par la carte communale alors que les infrastructures sont existantes : route, assainissement, réseau d'eau potable.

Ces trois observations ont fait l'objet de nombreuses remarques verbales de la part du public.

Des personnes sont venues pour prendre connaissance du dossier et principalement pour vérifier si tout ou partie de leur propriété se trouvait dans la zone constructible. Cependant il se dégagera durant toute l'enquête une constante, à savoir que les propriétaires souhaitent céder à leurs enfants des terrains pour la construction, si la réponse leur était favorable ; ils n'ont pas systématiquement porté de remarques manuscrites. Cependant, d'autres personnes ont mentionné leur passage sur le cahier d'enquête, à savoir :

- Madame Annick Wachowiak, qui remettra ultérieurement un mémoire,
- Monsieur Alain Bredillet,
- Monsieur Laurent Robinet,
- Monsieur Henri Czarnyska, qui me remet un mémoire lors de sa venue en mairie,
- Monsieur Stéphane Treille, lotisseur, venu se renseigner sur les possibilités de créer lotissement dans la commune,
- Madame Evelyne Bernard,
- Monsieur Didier Wachowiak,

Je présente les observations écrites du public portées sur le registre d'enquête, dans l'ordre d'arrivée :

- Monsieur et Madame Dominique Wachowiak (4 mai 2009) : propriétaires de la parcelle n° 149 lieudit « la levée » demandent qu'une surface de 100 m² soit rajoutée à la parcelle 34 déclarée constructible. Ils sont également propriétaires des parcelles 100

et 101 lieudit « le lait » : ils expriment la demande de classer en zone constructible les terrains en bordure de chemin, pour permettre à leurs enfants (4) de construire.

- Monsieur Tadeusz Czarnyska (4 mai 2009) souhaite que 700 m² de la parcelle ZH11, « le jonchay », soit déclarée constructible. Il attire l'attention sur l'existant des réseaux (eau, électricité, eaux usées, téléphone) en limite de propriété.
- Monsieur Fernand Dumoulin (4 mai 2009) propriétaire de la parcelle n° 30, lieudit « les mouilles », souhaite classement de celle-ci en zone constructible.

Huit personnes ont déposé des courriers ou mémoires (1 courrier le 10 avril 2009, 7 le 4 mai 2009).

- Monsieur Henri Czarnyska propriétaire en indivis d'une parcelle au 10 de la rue du Paquier envisage de régler le partage des terres avec son frère. Pour la parcelle ainsi acquise, située en partie dans la zone constructible, il demande une révision du projet afin de disposer de 2 parcelles constructibles de 750 m² chacune à remettre à ses enfants qui manifestent le désir de construire leurs pavillons à Etevaux.
- Madame Paulette Le Garrec, représentée par sa fille, madame Jacqueline Florimont, propriétaire de la parcelle AB n°38 « derrière les jardins » d'une surface de 10 947 m² (située hors carte communale) émet un avis très défavorable sur le projet présenté. Elle considère que son terrain offrait la possibilité de construire des pavillons si l'édification d'un hangar agricole n'était pas venue entraver ses projets. Elle précise que cette construction avait reçu initialement un avis défavorable (nota : information reçue du Maire de la commune). Le permis de construire avait cependant été accordé. Ce terrain bien exposé offrait toutes les possibilités de construction : eau, électricité, voirie, réseau des eaux usées.
- Monsieur et Madame Akli signalent qu'ils sont propriétaires d'un pavillon construit en 1968 situé à proximité du bâtiment agricole érigé en 1973. Aujourd'hui il leur est opposé le périmètre sanitaire lié à cette construction rendant inconstructible le reste de surface de leur terrain. Ils contestent en conséquence le projet de carte communale.
- Monsieur Joseph Wachowiak est propriétaire des parcelles 118, « les mouilles », et 111, « derrière les jardins ». L'étude de la carte montre un tracé non linéaire du périmètre constructible plaçant parties de terrain en zone constructible mais d'une surface trop petite pour permettre la construction d'un pavillon avec quelque peu de terrain. Il sollicite que le tracé du projet soit modifié pour permettre la réalisation de pavillons dans des conditions satisfaisantes.
- Monsieur Alain Bredillet conteste le tracé de la zone constructible sur sa parcelle (B 123, « le village »). Il demande que l'intégralité du terrain soit déclarée terrain à bâtir pour permettre éventuellement à des enfants ou petits enfants de sa famille de s'installer à Etevaux. Ce terrain est desservi par une voirie en bon état.
- Monsieur Gilles Lochot habite Etevaux, 28 rue du Val de Saône, depuis 1997 dans une maison construite en 1963 sur une parcelle, à l'époque, entièrement constructible. Les évolutions successives des règles sanitaires portant sur les périmètres protégés autour des bâtiments agricoles rendent aujourd'hui une partie de son terrain inconstructible. Il ne peut accepter cette situation et s'oppose à la carte communale, telle présentée dans le projet.

- Monsieur et Madame Michel Wachowiak sont propriétaires des parcelles 105 et 108 section AA, « le village ». Jusqu'en 2008, ils ont exploité une industrie agro-alimentaire avec un élevage de poules pondeuses. Le bâtiment agricole aujourd'hui est vide et ne doit plus bénéficier d'aire de protection (alors qu'il est toujours porté sur le dossier qui a été présenté par le cabinet d'études). Les terrains des parcelles sont « coupés » par la limite de la carte communale et ne peuvent pas, en raison d'une surface trop étroite, être consacrés à la construction. Ils demandent une révision du tracé de la zone constructible.
- Monsieur Rémy Rossin évoque le projet d'urbanisme antérieur à la carte communale telle que projetée aujourd'hui. Il est vrai qu'à l'époque, il avait été envisagé de construire un lotissement dans le secteur dit les montagnots (Est du village). Projet abandonné faute d'investisseurs capables de régler le problème posé par l'évacuation des eaux usées. Il regrette également que la parcelle n° 96, lieudit le lait, soit exclue de la zone constructible. Il souhaiterait donner à ses enfants du terrain pour leur permettre de construire leurs pavillons et ainsi de pouvoir rester dans la commune.

A Dijon le 1^{er} juin 2009
Le commissaire enquêteur

J.F. PIOCHE

DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR

COMMUNE D'ETEVAUX

ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative à l'élaboration de la carte communale de la commune
(Application du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement)

CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Du samedi 4 mars au lundi 4 mai 2009

Le projet d'élaboration de la carte communale objet de la présente enquête publique a été initié par le conseil communal d'Etevaux. Il doit répondre à un triple objectif :

- Offrir la possibilité de constructions de pavillons ou de petits collectifs tout en maîtrisant le développement du village pour se préserver d'une transformation radicale du bâti qui, à terme et rapidement, conduirait à la transformation d'un village rural en un village-dortoir réservé à une population exerçant son activité professionnelle, et scolarisant ses enfants dans le Grand Dijon.
- Conserver le caractère rural d'Etevaux et maintenir une activité agricole riche et variée. Il est nécessaire d'assurer le respect des périmètres sanitaires autour des bâtiments agricoles
- Maintenir l'environnement paysager du secteur alternant champs, pâtures, zones boisées. Egalement, même s'il n'y a pas de spécificités environnementales particulières, il apparaît nécessaire de préserver la faune et la flore traditionnellement recensées sur ces territoires.

Comme toute enquête publique portant sur un sujet aussi sensible que la propriété individuelle, les habitants ou les propriétaires à Etevaux ont apporté de nombreuses remarques. Bien logiquement, ceux favorisés par le tracé, rendant leurs terrains constructibles n'ont pu qu'approuver le projet, dans le cas contraire, le public a émis de nombreuses remarques judicieuses.

Le tracé tel qu'il a été présenté tend à répondre au souhait des élus de voir à l'horizon 2025 la construction d'environ 50 logements et à permettre un apport en population d'une centaine d'habitants dont il est espéré qu'il rétablira la pyramide des âges et constituera une dynamique inter-générationnelle.

Ce projet a, également, le mérite de limiter les investissements municipaux : voiries existantes, station d'épuration des eaux usées en capacité suffisante, réseau d'eau potable.

Une question importante se doit d'être posée : où construire ? Certes quelques parcelles sont d'une taille suffisante pour y recevoir une maison voire un petit collectif, mais un grand nombre de terrains s'avèrent être trop petits en raison d'un tracé des limites de la zone à construire qui n'a pas tenu compte des réalités des propriétés. D'autant plus que le respect des périmètres de protection des installations agricoles limite encore les possibilités de construction.

Revenir sur le tracé de la zone constructible, et en particulier au nord du village, risquerait d'ouvrir un nouveau débat : « pourquoi le voisin et pas moi ». Cependant, j'ai remarqué une ferme volonté des habitants de pouvoir transmettre à leurs enfants des terrains susceptibles de construction.

L'opposition qui aurait été formulée par la DDE de voir des terrains dont les sorties de véhicules se feraient sur le CD 961 pourrait être assouplie. Cette voie, qui relie Dijon à Pontailler sur Saône est, certes, fréquentée matin et soir au moment des migrations d'une population effectuant le trajet domicile-travail, pourrait être capable d'absorber quelques véhicules supplémentaires.

L'enquête s'est déroulée dans les conditions fixées par la Loi et les Règlements. Les documents suffisants (sous réserves des 3 remarques de fond et de forme faites plus haut) ont été mis à disposition du public. L'affichage en mairie a bien été réalisé, de même que les avis publiés dans 2 journaux locaux. Les permanences se sont tenues aux lieux, jours et heures annoncés.

Le commissaire enquêteur après avoir

- analysé le projet présenté,
- recueilli l'avis du maire de la commune,
- visité les sites concernés,
- reçu les observations verbales et manuscrites du public,

émet un **AVIS FAVORABLE**

pour la réalisation de la carte communale de la commune d'Etevaux, assorti d'une recommandation à réviser sensiblement le tracé Nord de la zone pour créer des parcelles de 800 à 1 000 m² et les rendre effectivement constructibles. Il pourrait en être de même en ajoutant quelques terrains contigus à la zone constructible.

A Dijon le 1^{er} juin 2009
Le commissaire enquêteur

J.E. PIOCHE